



## Appel à manifestation d'intérêt

### Vers la COP30 : Gouvernance foncière, politiques carbone et transition énergétique en Afrique – État des lieux, défis et leviers d'action

Ce travail est un diagnostic participatif conduit par trois organismes spécialisés sur les questions foncières en Afrique (**l'AJEF, l'AMC-GOF et le RANAF**) et leurs partenaires techniques, financiers et stratégiques. Son objectif général est d'analyser de manière participative l'état des lieux de la gouvernance des investissements fonciers, des politiques et réglementations sur le carbone, ainsi que les initiatives de transition énergétique en Afrique Post-COP 29 et en contexte de préparation de la COP 30, afin d'identifier les défis clés et de proposer des perspectives adaptées pour une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques, répondant aux besoins du continent et aux engagements internationaux. Cet objectif intègre la dimension participative, le diagnostic approfondi et la recherche de solutions pour renforcer les efforts de gouvernance et transition écologique en Afrique.

**L'Association des Jeunes Experts sur les Questions Foncières (AJEF)** est une Organisation de la Société Civile (OSC) dont le siège central se trouve au Cameroun. Elle voit le jour grâce au soutien du programme NELGA et du Projet de la Coopération Internationale Allemande (GIZ-SLGA). Elle est représentée dans plusieurs pays Africains et spécialisée dans l'expertise foncière et immobilière, l'accompagnement des structures étatiques, privées et parapubliques, l'éducation et la gouvernance foncière. Elle intervient en Afrique depuis trois (03) années consécutives. Avec ses partenaires, elle a organisé avec succès une vingtaine de projets de haute facture portant essentiellement sur les questions en lien avec le foncier et l'immobilier, comme le **Séminaire International sur la gouvernance foncière en Afrique et le lancement du réseau des Alumni NELGA en Afrique Centrale ; la réalisation de la Plateforme Multi-Acteurs Jeunesse et Foncier en Afrique de Youth Initiative for Land in Africa (YILAA).**

**L'Association Marocaine des Chercheurs en Géomatique et Gouvernance Foncière (AMC-GOF)** est une organisation scientifique créée en 2024 par les lauréats du Master spécialisé en Sciences Géospatiales et Gouvernance Foncière, dans le cadre du programme NELGA avec le soutien de la coopération allemande (GIZ). Elle vise à rassembler les chercheurs, praticiens et étudiants engagés dans les questions foncières au Maroc et en Afrique du Nord. A travers ses activités, l'AMC-GOF promeut la recherche appliquée, l'innovation géospatiale et le dialogue interdisciplinaire en matière de gouvernance foncière. L'association se donne pour mission de contribuer au développement de politiques foncières inclusives et durables, tout en renforçant les capacités des jeunes chercheurs et en favorisant la collaboration entre les acteurs académiques, institutionnels et de la société civile.

**Le Réseau des Alumni du NELGA en Afrique de l'Ouest Francophone (RANAF)** est un réseau créé en juin 2024 à l'Université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal) qui représente le nœud NELGA (AOF). Animé par un bureau de coordination fonctionnel, ce réseau est représenté aujourd'hui dans plus de 7 pays de l'Afrique de l'Ouest à travers ses différents points focaux.



Ses potentiels membres sont les étudiants issus du master Gouvernance foncière et gestion des territoires de l'UGB, les doctorants ayant bénéficiés des formations de courte durée du NELGA, les docteurs issus de la formation doctorale du NELGA ; les étudiants et chercheurs ayant bénéficié d'une bourse DAAD, d'une formation de PLAAS, et autres services du NELGA.

## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La COP29, tenue à Bakou en 2024, a constitué une étape charnière pour l'Afrique dans la reconfiguration des agendas climatiques mondiaux. Les débats y ont souligné avec force les vulnérabilités structurelles du continent face aux crises écologiques, sécheresses récurrentes, inondations extrêmes, insécurité foncière, dégradation des sols, alors même que l'Afrique ne contribue qu'à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Trois leviers d'action stratégiques se dégagent pour répondre aux enjeux climatiques africains :

- Une gouvernance foncière responsable, capable de prévenir les conflits d'usage, de garantir les droits communautaires et de réguler les investissements,
- Des politiques carbone justes et inclusives, intégrant les réalités locales dans la mise en œuvre des mécanismes de tarification (marchés de crédits, fiscalité carbone),
- Une transition énergétique équitable, qui repose sur l'accès aux technologies propres, la mobilisation de financements verts et le renforcement des compétences locales.

Dans la perspective de la COP30, cette initiative vise à poser un diagnostic collectif et interdisciplinaire des dynamiques en cours dans ces trois domaines, en mobilisant les expertises africaines et les expériences de terrain. L'ambition est double :

- Dresser un état des lieux critique des engagements pris lors de la COP29 et de leur mise en œuvre à l'échelle continentale et territoriale ;
- Co-construire des recommandations stratégiques, sous forme de Policy briefs et de webinaires thématiques, pour appuyer les décideurs africains dans les négociations climatiques à venir.

Ce travail mettra l'accent sur les interconnexions entre les politiques foncières, climatiques et énergétiques, en tenant compte des inégalités sociales, territoriales et générationnelles, afin de promouvoir une gouvernance durable, inclusive et adaptée aux réalités africaines.

## II. OBJECTIFS SPECIFIQUES

### 1. Réaliser un état des lieux stratégique et contextualisé

- Évaluer de manière critique les cadres juridiques, institutionnels et politiques encadrant la gouvernance foncière, les mécanismes carbone et la transition énergétique à l'échelle africaine ;
- Examiner la mise en œuvre effective des engagements pris lors de la COP29, en identifiant les écarts, avancées et freins, avec un accent particulier sur les dynamiques territoriales.



## **2. Identifier les défis systémiques et les blocages multiscalaires**

- Mettre en lumière les obstacles structurels, techniques et socio-politiques (financement, gouvernance, infrastructures, acceptabilité sociale, accès aux données) freinant la transition vers des modèles durables ;
- Analyser les effets des investissements fonciers et énergétiques sur les droits fonciers, les ressources naturelles et les communautés locales, notamment les groupes vulnérables (femmes, jeunes, ruraux...).

## **3. Formuler des pistes d'action et des stratégies transversales**

- Proposer des recommandations concrètes et des options politiques innovantes, basées sur des études de cas, en vue d'alimenter les Policy briefs et les prises de position africaines pour la COP30 ;
- Promouvoir une approche intégrée et systémique articulant foncier, carbone et énergie dans une optique de justice climatique, de transition juste et de souveraineté territoriale.

## **4. Renforcer la coopération, la capitalisation et l'influence africaine**

- Stimuler la coopération Sud-Sud et les échanges de bonnes pratiques entre pays africains à travers des webinaires thématiques et des plateformes collaboratives ;
- Nouer ou consolider des partenariats scientifiques, techniques et financiers, en lien avec les priorités africaines pour la COP30, tout en soutenant une diplomatie climatique continentale proactive.

## **III. METHODOLOGIE**

Dans une logique de co-construction des connaissances et de mobilisation des expertises africaines, cet Appel à Manifestation d'Intérêt vise à impliquer directement des professionnels, chercheurs, praticiens et acteurs institutionnels engagés sur les questions de gouvernance foncière, de politiques carbone et de transition énergétique. Les personnes sélectionnées seront invitées à contribuer activement aux webinaires thématiques organisés sur cinq semaines, en partageant des retours d'expérience, analyses de cas, propositions concrètes ou résultats de recherche appliquée.

L'objectif est de nourrir une réflexion collective en amont de la COP30, en intégrant une diversité d'expertises (académique, institutionnelle, communautaire, technique) et de points de vue ancrés dans les réalités locales et régionales. Ces échanges permettront d'alimenter la rédaction de policy briefs à forte valeur ajoutée, destinés aux décideurs publics, partenaires techniques et financiers, et plateformes de plaidoyer africaines et internationales. Les contributions des experts seront valorisées à travers la diffusion des synthèses de webinaires et la participation à des activités de dissémination et de plaidoyer postérieures au diagnostic.

## **IV. AXES STRATEGIQUES**

Afin d'orienter les contributions et les échanges lors des webinaires, les experts et professionnels sont invités à concentrer leur réflexion autour des cinq axes stratégiques ci-dessous, qui structurent l'analyse et permettront de formuler des recommandations concrètes à destination des décideurs africains en vue de la COP30 :



## **Axe 1 : Gouvernance des investissements fonciers et redevabilité socio-écologique**

### *Webinaire 1 – Vers une gouvernance foncière responsable face aux enjeux climatiques et de transition*

- Cartographie des cadres réglementaires encadrant les investissements fonciers en Afrique et leur adaptation aux impératifs de durabilité.
- Analyse critique de l'impact des grands projets (infrastructures, agrobusiness, énergies vertes) sur les droits fonciers communautaires, la sécurité alimentaire et les écosystèmes.
- Identification de mécanismes de redevabilité : transparence des contrats, mécanismes de consentement libre, préalable et éclairé (CLPE), participation citoyenne, veille foncière.

## **Axe 2 : Politiques carbone et justice climatique territoriale**

### *Webinaire 2 – Carbone, marchés et territoires : construire des politiques équitables et efficaces*

- Évaluation critique des mécanismes de tarification du carbone en place (marchés volontaires, REDD+, taxes carbone) et de leur efficacité territoriale.
- Opportunités issues des engagements de la COP29 pour une réforme des politiques climatiques nationales.
- Intégration des politiques carbone dans les stratégies de développement durable, tout en garantissant la justice environnementale et les droits des communautés.

## **Axe 3 : Transition énergétique et souveraineté technologique**

### *Webinaire 3 – Accélérer une transition énergétique inclusive et souveraine en Afrique*

- Diagnostic des infrastructures existantes et des projets d'énergies renouvelables (solaire, hydraulique, biomasse, etc.).
- Analyse des freins : accès au financement vert, dépendance technologique, formation des compétences locales.
- Stratégies pour garantir une transition énergétique juste, inclusive et créatrice d'emplois décents à l'échelle locale.

## **Axe 4 : Défis systémiques et convergences thématiques**

### *Webinaire 4 – Croiser les agendas foncier-climat-énergie : une lecture systémique des transitions*

- Analyse croisée des interconnexions entre gouvernance foncière, politiques carbone et transition énergétique.
- Études de cas sur des approches intégrées réussies en Afrique (territoires zéro émission, gestion communautaire des ressources, projets agroécologiques bas carbone...).
- Intégration des enjeux sociaux : genre, jeunesse, populations autochtones, zones marginalisées.

## **Axe 5 : Coalitions et financements pour l'action climatique territoriale**

### *Webinaire 5 – Bâtir les alliances africaines pour une action climatique efficace à la COP30*

- Mise en place de plateformes de dialogue et de veille entre acteurs de la société civile, institutions publiques et partenaires techniques.
- Renforcement de la coopération régionale et intercontinentale sur les données, les savoirs et les outils (ex. CAMA, SIG, MRV).
- Stratégies de mobilisation des financements climat (FVC, fonds carbone, partenariats innovants) en appui aux politiques locales.



Dans cette optique, l'Association des Jeunes Experts sur les questions Foncières (AJEF) ; l'Association Marocaine des Chercheurs en Géomatique et Gouvernance Foncière (AMC-GOF) ; le Réseau des Alumni du NELGA en Afrique de l'Ouest Francophone (RANAF) et leurs partenaires techniques, financiers et stratégiques, invitent toutes les personnes ayant de l'expérience sur ces questions et désireuses d'y participer, de se manifester au plus tard le **05 mai 2025 à 23h59 minutes**.


La portée de cette activité de cinq semaines ambitionne de faire un diagnostic global de la situation, mais aussi de comparer les expériences de différents pays Africains dans la gouvernance des investissements fonciers, les politiques et réglementations sur le carbone et transition énergétique au lendemain de la COP 29 à travers le triptyque « **Etat des lieux-défis-perspectives** ». A termes, ce diagnostic facilitera la rédaction des notes d'orientation politique.

Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt en envoyant un résumé de communication aux adresses suivantes : [ajefworld@gmail.com](mailto:ajefworld@gmail.com) en mettant en copie [amc.gof@gmail.com](mailto:amc.gof@gmail.com) ; [biyoofrancoislandry@gmail.com](mailto:biyoofrancoislandry@gmail.com) ; [amethdiallonelga.ugb@gmail.com](mailto:amethdiallonelga.ugb@gmail.com) ; [chaimaerreddaf@gmail.com](mailto:chaimaerreddaf@gmail.com) ; Prière de joindre par la même occasion, la preuve de votre intérêt et expérience sur les questions abordées.

**Yaoundé, le 15 avril 2025**

الجمعية المغربية للباحثين  
في الجيوماتيك والحكامة العقارية  
الرئيسة : شيماء الردادف

**Coordonnateur Réseau  
RANAF**

  
**Dr Ameth Diallo**



**Le Président**

  
**Dr François Landry Biyo'o Loza**  
Enseignant - Chercheur  
Expert Foncier